

## Quelques pistes de réflexion sur le rôle des médias dans les transitions démocratiques

Renaud de La Brosse

*Maître de conférences  
Université de Reims (France)*

Une littérature relativement abondante est disponible pour quiconque s'intéresse aux transitions démocratiques en tant que telles<sup>1</sup>. Il en va par contre différemment pour ce qui a trait au rôle des médias dans ces transitions<sup>2</sup>. Les écrits savants se sont orientés dans deux directions principales. La première s'est penchée sur la question de la nécessité d'une démocratisation des médias, de l'information et des politiques de communication dans un contexte de démocratie naissante (sous un angle normatif du type condition/conséquence)<sup>3</sup>. La seconde appréhende les médias, et la liberté dont ils peuvent ou non jouir, comme des éléments permettant de jauger du degré de démocratie atteint par des sociétés engagées dans des transformations institutionnelles<sup>4</sup>.

Le rôle des médias en tant qu'acteurs dynamiques des transitions démocratiques – c'est-à-dire leur rôle au sens de pouvoir ou d'influence sur ces processus de réformes politiques – est par contre resté largement inexploré, même si la question a pu être abordée de façon indirecte chez certains auteurs. Le manque de recherches portant sur ce dernier point est d'autant plus surprenant qu'au cours des années 1990, le débat sur la liberté de la presse et sur le rôle des médias dans le processus démocratique a supplanté les deux problématiques dominantes des années passées.

Au cours des décennies 1960, 1970 et 1980, les études ont surtout abordé la question du rôle politique des moyens d'information dans le

contexte particulier du débat « développement versus sous-développement ». On se souvient en effet que, très tôt, de nombreuses recherches se sont efforcées de découvrir si les médias de masse intervenaient, négativement ou positivement, dans le processus de développement et de la construction nationale. Régnait alors l'idée commune selon laquelle les médias écrits et audiovisuels posséderaient une influence de loin supérieure à celle des autres acteurs de la vie sociale, y compris les acteurs politiques, culturels ou religieux. On prêtait alors aux médias le pouvoir d'influencer les individus, les groupes sociaux et l'opinion publique, à la fois dans le domaine des goûts personnels et de la culture, tout comme on leur prêtait celui d'influencer l'économie et le gouvernement des pays.

Derrière cette généralisation, il y a un modèle théorique (les médias ont un rôle fonctionnel – essentiellement analysé par rapport au développement dans les années 1950–1960) conçu et mis en pratique par les fonctionnalistes, dont Daniel Lerner<sup>5</sup>. Pour ce dernier, il n'y avait pas de causalité entre les médias et le développement avant la révolution industrielle. C'était toujours du développement global de la société que naissait à son tour le développement des médias. La polarité des facteurs aurait été inversée après la révolution industrielle et, depuis, ce serait la « communication » qui draguerait le développement, les activités sociales, le changement politico-économique, etc. La modernisation est ici définie comme un processus de changements structurels dans la société, dans lesquels plusieurs étapes fondamentales peuvent être détectées, comme l'industrialisation, l'urbanisation, l'éducation, l'exposition des citoyens aux médias, la participation collective dans les prises de décisions locales ou nationales, etc.

Chacune de ces étapes représente une succession de ruptures et d'innovations se répercutant sur l'organisation sociale en général. Ces changements auraient un impact sur les comportements individuels, à travers la promotion de nouveaux modes de vie qui incluent la mobilité, la motivation personnelle, l'innovation technique, l'accès à l'information sociale, la participation politique, la participation communicationnelle, etc. Cette idée selon laquelle tout le développement des pays sous-développés était basé sur l'avancement de la communication de masse a eu d'importantes conséquences : en Amérique latine, de gros efforts ont ainsi été réalisés en ce sens puisqu'en l'espace de 20 ans, ce continent a hérité de quelque 300 écoles supérieures ou de facultés d'information, communication ou journalisme (70 rien que pour le Brésil), dont le but explicite était de pousser le continent vers le développement... Un mouvement similaire, quoique de moindre ampleur, a aussi eu lieu en Afrique.

À partir des années 1970, c'est la problématique du flux des nouvelles et de l'information entre Nord et Sud – et la demande par ce dernier d'un rééquilibrage – qui intéresse les chercheurs : en Amérique latine tout d'abord, puis en Afrique et en Asie, est née toute une littérature sur les médias et la dépendance culturelle, le pendant pratique de ce débat se traduisant alors par la demande d'un Nouvel Ordre Mondial de l'Information et de la Communication (NOMIC).

Plus près de nous, à partir du milieu des années 1980, on trouve quelques traces dans la littérature d'un début de réflexion sur les liens de causalité existant ou pouvant exister entre médias et démocratisation, qu'il s'agisse indifféremment des expériences est-européenne, africaine, latino-américaine ou asiatique. C'est un constat : la plupart des chercheurs associent démocratie, présence de médias de masse et existence de la liberté de communication. La politologue américaine Judith Lichtenberg va même jusqu'à parler de l'existence d'un « dogme incontestable » et incontesté – ou presque – à propos du lien entre démocratie et liberté de la presse : « *Freedom of the press in democratic societies is a nearly unchallengeable dogma – essential, it is thought, to individual autonomy and self-expression, and an indispensable element in democracy and the attainment of truth* »<sup>6</sup>.

On a entrevu plus haut qu'une littérature importante est disponible sur la nature et l'impact des médias dans les sociétés du Tiers-Monde<sup>7</sup> ou sur l'encadrement et le rôle de persuasion des organes de presse dans les régimes totalitaires. Peu de choses, en revanche, ont été écrites sur leur rôle politique spécifique et, surtout, sur leur contribution à la démocratisation générale des systèmes politiques à laquelle on pourrait assister depuis le milieu des années 1980. La littérature existante tient pour acquis, ou en tout cas postule fortement, la réalité d'un lien direct de causalité entre cette tendance à la démocratisation et les médias de masse : d'une manière générale, tous les auteurs auxquels nous avons eu accès s'accordent à reconnaître aux médias certains effets et certaines influences, mais la nature du lien entre cette tendance à la démocratisation et les médias reste largement sous-explorée.

On ne peut certes pas prétendre à l'exhaustivité des sources disponibles sur cette question, mais on peut néanmoins rendre compte de quelques réflexions menées sur ce lien par de nombreux chercheurs ayant travaillé sur l'Europe centrale et orientale, l'Afrique, l'Amérique latine ou l'Asie.

## L'Europe centrale et orientale

D'une manière générale, lorsque l'on entreprend d'examiner le rôle des médias dans la démocratisation des pays de l'ex-bloc soviétique, la littérature a tendance à accorder une place centrale à l'impact qui aurait été celui des télévisions et des radios internationales (occidentales) sur les populations de ces pays. Ce qui revient souvent à présenter la chute du mur de Berlin comme le produit d'une influence essentiellement exogène et tend à négliger ou à en minimiser les éléments endogènes, et notamment le rôle joué par les *samizdats* – journaux clandestins tapés à la machine et reproduits sur papier carbone. Sans parler de l'évolution politique et sociale interne de certains de ces États à partir du milieu des années 1980, particulièrement en Hongrie, en Pologne et en Union Soviétique.

Les médias audiovisuels occidentaux captés à l'Est auraient eu une influence décisive sur le renversement des régimes communistes, en ce sens qu'ils auraient contribué à l'érosion de la légitimité de ces systèmes politiques par le simple fait d'avoir présenté aux populations locales une vision alternative de la réalité. Citant le cas particulier de la télévision et notant que « *l'histoire récente donne la mesure de son influence sur l'évolution des opinions et de son rôle dans l'accélération des transformations des sociétés* », l'universitaire français Jean Souchon note ainsi que « *l'écroulement brutal et inattendu des régimes communistes européens n'est pas sans rapport avec la réception des images venues de l'Ouest [...]* »<sup>8</sup>. Les télévisions occidentales, en tant qu'acteurs de la vie internationale, auraient également eu involontairement – puisqu'il y a eu influence sur des populations de pays auxquelles ils n'étaient pas destinés – un rôle important dans la contagion de la contestation politique des partis communistes dans tout le bloc soviétique après la retransmission de la chute du mur de Berlin<sup>9</sup>.

L'historien français Jacques Semelin, qui a étudié l'influence des médias occidentaux sur les démocraties populaires d'Europe de l'Est, resitue leur apport dans le cadre plus large de la reconquête de la parole par les individus dans des régimes où elle avait été confisquée. Il distingue ainsi trois moments de cette conquête, qui permettent de mieux montrer la contribution respective et la complémentarité des formes interne et externe de résistance médiatique à l'oppression communiste. Une première étape correspond à la période de la terreur stalinienne où « *la parole libre ne vient guère alors que de l'extérieur, principalement à travers les radios internationales* »<sup>10</sup>. Après 1953 et la mort de Staline, note J. Semelin, « *s'ouvre une deuxième phase, celle des premières tentatives*

*d'affranchissement de la parole au sein même du système* »<sup>11</sup>. Mais cette action publique protestataire, à travers les exemples extrêmes de l'insurrection hongroise de 1956 ou du Printemps de Prague de 1968, reste confinée « dans un "bocal", en dehors de tout soutien extérieur ». De 1968 à 1989, troisième étape, se développe et se généralise une résistance civile qui émerge sur la scène internationale et où les dissidents « apprennent à faire un usage indirect des radios occidentales reçues à l'Est pour parler à leurs propres concitoyens »<sup>12</sup>.

L'effondrement des régimes communistes à partir de 1989 serait ainsi en grande partie le résultat de ce « savoir-faire résistant » qui s'est construit sur environ trois générations. La reconquête de la parole mise en relief par J. Semelin est à mettre en parallèle avec l'affaiblissement du monopole des partis communistes sur l'information, lequel constituait l'un des piliers essentiels de ce type d'organisation politique<sup>13</sup>. L'érosion du monopole des autorités sur les moyens de communication et d'information est ainsi inséparable de la perte de crédibilité des médias officiels aux yeux du public. Ce divorce consommé, qui a facilité l'éclosion et le succès des sources indépendantes d'information internes et externes, tient sans doute dans la conviction qu'avaient les dirigeants communistes de pouvoir utiliser indéfiniment les médias officiels comme outils de manipulation.

Dans une étude qu'elle a consacré au début des années 1980 au rôle de la presse clandestine dans les changements politiques intervenus en Pologne sous Edward Gierek, puis sous le Général Jaruzelski, l'Américaine Madeleine Korbelt Albright – la future Secrétaire d'État du président américain Bill Clinton – affirme ainsi que E. Gierek voyait dans la presse officielle une courroie de transmission du haut vers le bas, des dirigeants vers le peuple, chargée de rendre compte du succès des politiques du régime et capable d'endormir les doutes des populations. Selon madame Albright, Gierek, en fermant les moyens de communication officiels à ceux qui pouvaient douter de ces succès, aurait coupé court à toute possibilité d'établir un dialogue avec ces individus et se serait persuadé que ces derniers étaient inconscients du fait qu'il leur mentait<sup>14</sup>. Les médias officiels, à travers cette « propagande du succès » consistant à dire aux Polonais que la situation économique s'améliorait sans cesse alors que ceux-là constataient quotidiennement l'inverse, auraient rendu la population méfiante et plus exigeante en matière d'information. Avec l'apparition de Solidarité, le public a eu progressivement accès à d'autres types d'informations, le syndicat ayant en effet développé sa propre presse clandestine dont la liberté de ton – qui incitera même les journalistes de la presse officielle à se comporter

de façon plus libre – allait être un élément-clé de la prise de conscience des Polonais de la possibilité de changements démocratiques dans leur pays. La perte de crédibilité des médias officiels pourrait ainsi équivaloir à terme à une perte de légitimité des autorités communistes, que ce soit en Pologne ou dans d'autres satellites de l'URSS<sup>15</sup>.

Peu de leaders communistes de l'époque auraient mesuré combien une certaine liberté de presse, une fois en place, pouvait être un fort catalyseur pour d'autres réformes libérales, en même temps qu'elle pouvait constituer une soupape de sécurité à l'expression de formes de mécontentement plus violentes. Mikhaïl Gorbatchev, au lendemain du XXVII<sup>e</sup> Congrès du PCUS de février-mars 1986 – événement qui allait renforcer son pouvoir et qui allait ouvrir la voie à l'expression de ses idées réformatrices – l'a compris très tôt et l'a mis en œuvre pour servir ses politiques d'ouverture, de transparence (« *glasnost* ») et de restructuration (« *perestroïka* »). En transgressant certains tabous, en mettant en doute plusieurs des acquis du socialisme, en participant au débat sur les « pages blanches » de l'Histoire de l'ère soviétique, en faisant état dans leurs colonnes des résistances aux réformes observées chez de nombreux dirigeants du parti, en dénonçant les tentatives de retour en arrière via la rubrique du courrier des lecteurs, etc., des publications officielles comme *Ogoniok* et *Les Nouvelles de Moscou* – mais aussi les journaux clandestins indépendants qui apparaissent alors – auraient permis une libéralisation en douceur de l'URSS<sup>16</sup>.

Ce qui ressort finalement du rôle des médias dans les transitions démocratiques dans les pays d'Europe centrale et orientale, c'est d'une part la place prépondérante qui aurait été celle des radios et des télévisions occidentales dans l'offre d'une vision alternative de la réalité, et d'autre part, l'influence qu'auraient eu les publications clandestines dans la cristallisation d'une résistance civile à l'oppression communiste.

## L'Afrique

S'agissant du continent noir, on distingue deux périodes dans la discussion du lien entre médias et transitions : avant 1988 et après. Dans un contexte de monopole ou de quasi-monopole étatique de l'information, on ne s'intéresse pour ainsi dire pas au rôle hypothétique des médias dans une démocratisation des régimes de parti unique ou militaires : la presse gouvernementale ou publique n'est pas alors considérée comme un acteur potentiel, mais davantage comme un secteur à démocratiser. À la suite des premières revendications démocratiques et de la libéralisation du cadre médiatique, les publications de la presse

privée gagnent un statut d'acteur. On les présente désormais comme des moteurs des changements politiques en cours et comme les porte-parole d'une opinion publique africaine jusqu'alors sans voix.

Le constat récurrent que font chercheurs et journalistes est que la presse écrite a été à la source de changements politiques importants dans l'Afrique de la fin des années 1980. Son rôle dans le renouveau démocratique, selon le professeur tunisien de journalisme Nouri Lajmi, renvoie à « *son impact et [aux] possibilités qu'elle offre en tant que moyen propre à former des idées, inciter à réfléchir ou à s'exprimer en dehors des paramètres établis* ». En fait, poursuit-il, « *on redoute de la voir incarner l'expression d'une volonté d'émancipation d'une opinion publique tentée de s'assurer, progressivement, le contrôle de questions qui, d'ordinaire, relèvent du pouvoir central et de ses rouages* »<sup>17</sup>. On trouve ici exprimée l'idée de la presse écrite en tant que porte-parole d'une opinion publique africaine avide de changements politiques, c'est-à-dire d'une presse « *caisse de résonance* » des exigences politiques qui s'expriment ici et là sous forme de marches de protestation, de manifestations ou encore de grèves pour l'abandon du système de parti unique. En cette occasion, explique le chercheur Théophile E. Vittin à propos du Bénin, les médias se sont mués d'instruments du pouvoir « *en outils de revendication de la société civile* »<sup>18</sup>.

Pour le professeur André-Jean Tudesq, la contribution principale de la presse écrite au mouvement de démocratisation a consisté en une action de publicisation des maux des sociétés africaines et favorisant une transparence de l'information, premier pas vers un régime libéral : « *Le premier apport des médias [...] fut la dénonciation de la langue de bois, la dénonciation de ce qui n'allait pas, en politique mais aussi dans l'économie et la société, amenant les médias gouvernementaux à en parler.* » La transparence des activités publiques, poursuit-il, « *est apparue comme une condition de la démocratie que seuls la liberté de presse et le pluralisme des médias pouvaient assurer* »<sup>19</sup>.

Un autre volet de l'action de la presse écrite dans les transitions démocratiques, à la lecture de la littérature disponible, réside dans la lutte qu'elle aurait menée en tant qu'acteur pour le renversement des régimes autoritaires. À cet égard, note le Camerounais Fabien Eboussi Boulaga, « *l'apport de la presse est incommensurable [...] L'acharnement et la férocité avec lesquels la presse est persécutée indiquent clairement qu'elle frappe au cœur du système patrimonialiste et autocratique et en vise les fondements* »<sup>20</sup>.

L'engagement, voire la croisade de certaines publications contre l'ordre ancien a conduit à décrire génériquement la presse écrite privée comme un « *quatrième pouvoir* ». Cette expression – qui renvoie au rôle qu'auraient les médias dans les régimes démocratiques libéraux aux côtés

des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire – nous semble inappropriée dans le contexte africain étudié. Ceci dans la mesure où le seul véritable pouvoir est alors le Parti-État, avec à sa tête un homme cumulant généralement les fonctions de chef de l'État et du Parti, où le Parlement monocole, privé des moyens nécessaires et de la maîtrise de l'ordre du jour, n'est qu'une chambre d'enregistrement de décisions prises hors de son enceinte et où la Justice n'est souvent que l'appendice de l'exécutif<sup>21</sup>... L'expression « contre-pouvoir » nous semble mieux coller à la réalité que décrit par exemple le Camerounais Michel Banock quand il parle des médias comme d'un « quatrième pouvoir » au centre de la lutte contre la dictature ; dictature « dans laquelle on retomberait, note-t-il, si le processus démocratique venait à s'effondrer du fait de l'absence d'une presse indépendante »<sup>22</sup>. Michèle Maringues, ancienne correspondante du journal *Le Monde* et de Radio France internationale à Lagos, partage ce point de vue et insiste sur le rôle de la presse nigérienne comme porte-voix et comme unique substitut à une classe politique défaillante dans la lutte contre le régime militaire du Général Sani Abacha, et avant lui contre celui d'Ibrahim Babangida<sup>23</sup>.

Chez d'autres auteurs, la démocratie est assimilée à la liberté d'expression : dans cette conception, le rôle principal de la presse dans les transitions démocratiques consiste avant tout en un combat constant pour la reconnaissance et le respect de la liberté de la presse, vécue et perçue par certains comme « le meilleur baromètre permettant d'évaluer le respect des droits de l'homme dans un pays »<sup>24</sup> et a fortiori comme étant la liberté fondamentale dont découleront les autres libertés politiques démocratiques<sup>25</sup>.

## L'Amérique latine

L'histoire de l'Amérique latine est fort différente de celle de l'Afrique. Pour leur grande majorité indépendants depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, les États sud-américains ont vu se succéder depuis lors, au gré de leur histoire nationale, régimes autoritaires et libéraux, et vice versa. Le paysage médiatique y a toujours été à la fois beaucoup plus riche et plus complexe<sup>26</sup> qu'en Afrique. La presse écrite est depuis longtemps une industrie et de grands groupes audiovisuels ont acquis une place importante dans la société, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale pour la radio, et dès les années 1960 pour la télévision. À l'exception de Cuba (seul État marxiste du sous-continent), la structure des médias est privée dans l'ensemble de ces pays, même s'il y a coexistence avec des médias et un service publics traditionnellement chargés de coopérer à

la réalisation de certains objectifs nationaux tels le développement économique et la redistribution sociale du bien être...

Cette prédominance du secteur privé a certes connu quelques accrocs, mais son existence n'a pas été remise en cause, même durant les heures les plus sombres des dictatures militaires. Les exemples brésilien et argentin, notamment, montrent que la structure privée des médias offre également des failles mises à profit par les militaires pour s'assurer sinon l'appui du moins la bienveillante neutralité des grands groupes privés. Quand l'atmosphère le permettait, seuls quelques médias alternatifs<sup>27</sup> – essentiellement des supports écrits – présentaient une information différente de celle contrôlée et pilotée par les régimes militaires.

Le Brésilien Luis R. Busato, dans son étude des médias dans les transitions démocratiques, rappelle que les plus grands médias ont joué un rôle central dans l'avènement des dictatures militaires latino-américaines du XX<sup>e</sup> siècle<sup>28</sup>. Dans le cas du Brésil, la majorité des groupes de presse nationaux ont favorisé l'arrivée des militaires au pouvoir et certains d'entre eux, comme le journal conservateur privé *O Estado de Sao Paulo*, ont appelé de leurs vœux le coup d'État d'avril 1964.

En Argentine, ce sont les positions anti-libérales des péronistes (au pouvoir de 1973 à 1976) qui poussèrent nombre de grands groupes de presse privée à appeler à de nécessaires bouleversements. Persuadés que les médias devaient être contrôlés par l'État, les péronistes ont en effet entrepris une série de changements concernant la propriété, le contrôle, le financement et la structure légale des médias de masse. Parallèlement, le Secrétaire d'État au Commerce leva une taxe sur la publicité qui fit chuter les gains des médias privés et des agences de publicité : cette taxe eut pour résultat indirect d'accroître le contrôle de l'État sur les médias du secteur privé. Dès leur conquête du pouvoir en mars 1976, les militaires argentins abandonnèrent cette taxe sur la publicité, formulèrent leur croyance en la liberté d'expression et en la propriété privée, mais ils contraignirent rapidement les médias à adhérer à la « doctrine » de la Sécurité nationale. En retour à cette adhésion, explique l'Argentin Heriberto Muraro, les Forces armées ont considérablement augmenté l'investissement gouvernemental dans la publicité : les militaires ont utilisé ces onéreuses campagnes de publicité – via médias interposés – pour défendre leurs politiques sociale et économique... ou pour attaquer leurs ennemis<sup>29</sup>.

Que l'on considère les cas de l'Argentine, du Brésil, du Chili ou encore de l'Uruguay, les pouvoirs militaires ont développé une idéologie médiatique en rapport avec leurs objectifs. Pour orienter l'opinion et la

pensée des masses, et pour justifier la confiscation du pouvoir et des privilèges qui lui sont associés par des groupes élitistes ou corporatistes, les militaires ont pris le contrôle du secteur médiatique. Comme le souligne Luiz R. Busato, il ne s'agissait pas pour les dictatures militaires, à l'image de ce qui s'est fait dans l'Italie mussolinienne ou l'Allemagne hitlérienne, de s'approprier le système social dans son ensemble et d'en faire émerger un homme nouveau mais, plus simplement, d'exercer un contrôle tendant à faire endosser par la majorité les formes de pensée de la minorité au pouvoir<sup>30</sup>. Ce contrôle sur les médias et l'information – par une politique de la carotte et du bâton – s'est exercé au travers de mesures très variées. On a fait d'un côté miroiter aux grands groupes de presse les bénéfices économiques substantiels à retirer d'un appui au pouvoir et, d'un autre côté, les risques encourus en cas d'opposition ouverte au régime.

En Argentine, la junte décréta une peine de prison illimitée pour tout directeur de journal, de radio ou de télévision qui publierait ou retransmettrait de l'information sur les groupes de guérilla sévissant dans le pays. De même, elle décréta une peine de 10 ans de prison pour quiconque publierait ou retransmettrait de l'information contre les Forces armées, y compris toute référence aux atteintes aux droits de l'homme perpétrées par les militaires. Au moins 72 journalistes disparurent sous la junte, probablement assassinés ; des centaines d'autres furent arrêtés. Parallèlement, la junte fit fermer des journaux, comme *La Opinion*, en racheta de nombreux autres en sous-main et instaura un système redoutable de censure.

À de rares exceptions près – Muraro cite le cas de *Buenos Aires Herald* – les médias argentins se plièrent passivement à ces mesures répressives et les grandes maisons d'édition (*Editorial Atlantida* par exemple) coopérèrent avec la junte<sup>31</sup>. Les militaires maintinrent un étroit contrôle sur les différentes chaînes de télévision de la capitale grâce à l'aide des annonceurs privés et de grands groupes d'intérêts économiques qui avaient mis sur pied un système complexe de corruption...

Au Brésil, le contrôle du secteur des médias se fit par des méthodes similaires. Les quelques rares radios ayant résisté au coup d'État de 1964 furent immédiatement occupées par les militaires ; l'écrasante majorité des autres radios se plièrent docilement aux injonctions du régime et exaltèrent le Grand Brésil imposé par la propagande militaire. Il faut signaler que le plus grand réseau de télévision du pays, *Rede Globo*, est né avec la dictature militaire, plus précisément au moment où celle-ci a pris conscience du fort potentiel de propagande de ce média moderne<sup>32</sup>.

De son côté, la presse écrite – qui soutint le régime pendant les dix premières années de la dictature – fut l’objet d’une attention toute particulière de l’État : ce fut elle qui ressentit les effets d’une loi de 1968 (« A15 ») établissant la dictature sur la base de la doctrine de la « Sécurité nationale » et qui donnait à l’État tous les pouvoirs pour combattre ennemis internes et externes.

La répression sévère et l’étroite prise en main du secteur des médias par les dictatures latino-américaines expliquent, à notre avis, le rôle assez effacé et discret des médias dans les transitions brésilienne, chilienne et argentine par exemple.

En Argentine, la transition démocratique fut précipitée par un événement contingent, la défaite de la junte militaire dans la guerre des Iles Malouines en 1982, et se déroula sur une période très courte puisque l’avènement d’un régime démocratique eut lieu dès le lendemain des élections de 1983 tenues dans la foulée de la défaite contre la Grande-Bretagne. La rapidité des événements, qui a surpris des médias argentins sollicités par une junte jouant alors à fond sur la fibre nationaliste, explique selon Muraro le rôle relativement modeste de la presse écrite et audiovisuelle argentine dans la chute du régime militaire.

Au Brésil, par contre, la transition démocratique fut le fruit d’une évolution interne qui se déroula graduellement sur une période de 10 ans, de 1975 à 1985. La transition, programmée sur une décennie, devait en effet prendre en compte, expliquait-on alors, les impératifs de la sécurité nationale et du développement... Plusieurs facteurs combinés motivèrent les militaires à s’engager dans ce processus graduel de remise du pouvoir aux civils et de retour à la démocratie : l’absence d’amélioration du sort des classes moyennes et des pauvres sous le régime militaire, la montée d’un mouvement contestataire au sein de l’armée, la crise de l’autorité de l’État et, enfin, la fin des régimes salazariste et franquiste. La presse alternative, apparue durant les plus sombres années de la dictature – et à un moment où la grande presse était étroitement contrôlée – joua quant à elle, selon Busato, un rôle central dans la transition brésilienne<sup>33</sup>. Des journalistes et des intellectuels engagés réintroduisirent les grands thèmes et sujets d’information que les grands médias avaient tendance à étouffer, tout en les traitant de façon agressive et ouverte. L’importance et l’influence de ces journaux alternatifs, soumis à un autoritarisme tantôt sévère et répressif, tantôt à une censure plus tolérable, allèrent en diminuant avec l’avancement du projet d’ouverture politique et lorsque la presse classique regagna sa liberté d’expression et, partant, son rôle de forum pour l’opinion publique.

Le Chili a lui aussi connu une presse alternative dont le rôle fut important dans le maintien d'une certaine forme d'opposition au régime du Général Pinochet à partir de 1980 et la fin de la censure directe instaurée dès 1973. Ainsi, en dépit de l'application de la censure et des lois d'exception prévues dans la Constitution de 1980, de nombreuses revues critiques circulaient alors au Chili, et une dizaine de radios opposées au gouvernement subsistaient...

Si les opposants politiques au régime militaire furent traités avec une grande dureté tout au long de la période de la dictature militaire, cette dernière tolérait néanmoins momentanément l'existence de journaux et de radios qui la combattaient pourtant ouvertement. En mars et avril 1987 étaient par exemple créés deux quotidiens d'opposition, *La Epoca* et *Fortín Mapocho* (une version nouvelle d'un hebdomadaire fermé autoritairement par le gouvernement durant les périodes d'état de siège de 1984–1985 et de 1986–1987). Souvent en butte à la répression gouvernementale, ces publications, par leur existence même et l'apport d'une information alternative, eurent une part de responsabilité dans l'échec du plébiscite organisé par Pinochet en 1988, mais aussi dans l'approbation des réformes constitutionnelles lors du référendum de 1989 et des élections démocratiques qui amenèrent au pouvoir le démocrate chrétien Patricio Aylwin en 1990... Pour ce qui est de la presse chilienne classique, ce n'est véritablement qu'après la défaite de Pinochet au plébiscite d'octobre 1988 que les grands médias retrouvèrent leurs marques et que certains d'entre-eux recouvrèrent un rôle actif dans la démocratie chilienne naissante<sup>34</sup>.

D'une manière générale, le rôle essentiel de la presse dans les transitions sud-américaines aura consisté à faire émerger, dès qu'un relâchement du contrôle exercé par le pouvoir l'aura permis, des thèmes et sujets d'information qui ne pouvaient jusqu'alors être abordés : ces nouveaux sujets apparurent d'abord dans la presse alternative avant de gagner plus tard la presse classique, généraliste.

## L'Asie

Il existe semble-t-il assez peu de littérature disponible sur le rôle des médias dans la transition démocratique en Asie (du moins nos recherches dans différentes bibliothèques et centres de recherches sont-elles restées relativement infructueuses sur la question). Une explication à ce constat provisoire nous paraît pouvoir résider dans le fait que, Philippines exceptées, l'Asie a été le continent le plus tardivement et le plus partiellement touché par la vague de démocratisation<sup>35</sup>. Ainsi, il

n'est pas étonnant que ce soit le cas des Philippines, avec la chute du président Ferdinand Marcos en 1986, qui offre le plus d'éléments en la matière. Le peu de littérature existante est américaine, l'intérêt des chercheurs américains pour ce pays s'expliquant sans doute par les liens historiques privilégiés des deux pays (il faut rappeler que les Philippines, annexées par les États-Unis en 1898 durant la guerre Hispano-américaine, se sont en effet vu octroyer l'indépendance par le gouvernement américain en 1946).

Sanford J. Ungar affirme ainsi que le renversement de F. Marcos début 1986 est le résultat d'une action conjuguée<sup>36</sup> des médias internationaux, principalement américains, et d'une presse nationale bénéficiant d'une liberté relative depuis l'assassinat en août 1983 de l'opposant Benigno Aquino. Le chercheur américain rappelle ainsi que jusqu'au début des années 1970, les Philippines possédaient la presse la plus libre d'Asie, l'arsenal constitutionnel laissé par les Américains – prohibant toute loi limitant la liberté de la presse – y étant pour beaucoup. En septembre 1972, Marcos décréta la loi martiale à la suite d'un reportage de la télévision rendant compte d'une tentative avortée d'embuscade contre le ministre de la Défense comme d'une mise en scène gouvernementale pour donner crédit aux rumeurs de subversion...

Pendant plus de 10 ans, les médias philippins furent soumis à une écrasante soumission. Un Office des médias fut mis en place, imposant à la presse la façon de rendre compte des événements et les thèmes à aborder. Parallèlement, les stations de télévision les plus critiques de Manille furent vite contrôlées en étant intégrées dans l'empire financier de la famille Marcos... La levée de la loi martiale en 1981 ne s'accompagnera pas d'une levée des restrictions pesant sur les médias : c'est l'assassinat, en 1983, du dirigeant politique de l'opposition, Benigno Aquino, qui précipitera les choses. Insatisfaits de la façon dont les médias – à l'exception d'une petite radio catholique – minimisaient voire ignoraient cet assassinat et convaincue de la responsabilité du gouvernement Marcos, la classe moyenne organisa des protestations de masse et exigea une plus grande liberté de la presse. Parallèlement le patronat philippin mit en place le boycott des plus grands journaux du pays, l'ensemble étant contrôlé par les proches de Marcos... De nouvelles publications, financées par ces hommes d'affaires, firent leur apparition et très vite une dizaine de publications furent disponibles, sans possibilité de revenir en arrière. Le retour à la tradition de dialogue dans la presse contribua grandement, selon Sanford J. Ungar<sup>37</sup>, à la décision prise par Marcos de tenir des élections présidentielles début 1986 et de prendre au sérieux la dirigeante de la coalition de l'opposition, Corazon Aquino, veuve de Benigno Aquino.

Deux semaines après l'élection présidentielle, c'est la perte de contrôle de Marcos sur les stations de télévision de Manille qui allait sceller la fin de son régime. Alors qu'il était devenu clair qu'il avait détourné les votes et que le public ne le soutenait plus, l'armée investit station de télévision après station... où des journalistes antigouvernementaux prirent le relais. Le comble de l'indignation fut atteint quand Marcos insista pour organiser l'inauguration de son nouveau mandat et pour que celle-ci passe sur les ondes de la télévision, sans parvenir toutefois à ce que cette cérémonie soit diffusée dans sa totalité... Le soir même, il quittait précipitamment le pays pour s'exiler à Hawaï ! Faisant référence à la Chine de 1989, alors en proie aux demandes politiques des étudiants et où le massacre à venir de la place Tiananmen serait en partie dû à l'absence de possibilité de discussion publique via des médias « indépendants » interposés, Sanford J. Ungar souligne le fait que ce serait précisément le plus grand degré de liberté dont auraient bénéficié les médias philippins qui aurait contribué à ce que l'inévitable transition Marcos-Aquino se fasse avec un minimum de violence.

Un constat identique à celui des Philippines vaut pour la Corée du Sud, où l'existence d'une presse jouissant elle aussi d'une certaine marge de liberté à partir de 1988 va permettre d'éviter que l'opposition au pouvoir ne s'exprime de façon plus violente et autoriser ainsi une évolution « relativement pacifique » vers un régime politique libéral, ce que l'actualité politique des derniers mois dans ce pays semble confirmer.

## **Conclusion**

Au vu de ce panorama général et en dépit de situations continentale, nationale et régionale fort contrastées, il apparaît établi, aux yeux des différents auteurs cités, qu'il existe un lien de causalité étroit entre transition démocratique et médias – les bouleversements politiques allant dans le sens d'une libéralisation pouvant profiter directement aux organes d'information ; ces derniers pouvant par ailleurs influencer directement sur certains comportements et donc événements précipitant la chute des régimes autoritaires.

Il nous semble pourtant qu'il manque à cette littérature un nécessaire travail d'articulation systématique du rôle ou de la contribution des médias aux processus de démocratisation : ceci pourrait passer par la mise sur pied de véritables programmes de recherche interdisciplinaires auxquels pourraient participer – pourquoi pas sous forme d'un réseau ? – des journalistes et des universitaires originaires d'Europe, d'Afrique, des Amériques et d'Asie notamment... ■

Notes

1. On retiendra ici la définition que donne le politologue français Guy Hermet de la transition. « *La transition*, précise-t-il, « s'inscrit dans le temps, de durée extrêmement variable, qui s'écoule entre la chute d'un régime et la prise de contrôle complète des rouages du pouvoir par celui qui le remplace : en l'occurrence par le régime démocratique. Elle prend fin normalement quand cette démocratie s'est pourvue d'institutions régulières, d'une Constitution, et surtout lorsque les dirigeants démocratiques ont imposé leur suprématie aux militaires ou aux nomenklaturas, en rendant de la sorte l'alternance pacifique au pouvoir au moins réalisable dans son principe. C'est finalement, poursuit-il, ce diagnostic sur la bonne fin du processus [qui] lui sert en somme de définition » (dans « Le temps de la démocratie ? », *Revue Internationale des Sciences Sociales*, n°128, UNESCO/ères, mai 1991, pp.271-272).
2. Selon Vicky Randall, le seul auteur qui se soit penché sérieusement sur la question du rôle des médias dans la démocratisation est Samuel Huntington. Cet intérêt a pris la forme, dans *The Third Wave : Democratization in the Late 20th Century*, d'une interrogation sur la contribution à court terme des médias internationaux dans le phénomène de « globalisation ». Rien, par contre, n'est dit sur les effets à long terme ni sur le rôle des médias locaux, qu'ils soient officiels ou non... (« The media and the democratization in the Third World », in *Third World Quarterly*, vol.14, n°3, 1993, pp.625-646).
3. Un exemple de cette façon de traiter du lien entre médias et démocratisation, dans un contexte africain, peut être illustré par la ligne éditoriale de la revue *African Media Review*, éditée à Nairobi par l'Institut de recherche et de développement de la communication, qui dépend du African Council for Communication Education. On renvoie le lecteur vers Kwame Karikari (1990), « Media Policy : A Factor in the Search for Democracy » (vol.4, n°1, pp.27-41) ; S.T. Kwame Boafo (1987), « Democratizing Media Systems in African Societies : The Case of Ghana » (vol.2, n°1, pp.24-37) ; Michael Traber (1987), « Towards the Democratization of Public Communication : A Critique of the Current Criteria of News » (vol.2, n°1, pp.66-75) ; Noma Owens-Ibie (1994), « Press Responsibility and Public Opinion in Political Transition » (vol.8, n°1, pp.70-80) ou encore Chen C. Chimutengwende (1988), « The Role of Communication in the Development and Democratization of African Society » (vol.2, n°2, pp.29-45).
4. C'est sous ce second angle que de nombreuses institutions de défense et de promotion de la liberté d'expression se sont intéressées à la problématique « médias-démocratisation ». À titre d'exemple, consulter le *Troisième Rapport sur l'état du processus démocratique en Europe centrale et orientale 1997*, du Fonds Européen pour la Liberté d'Expression, ou les différents rapports et enquêtes de l'association Reporters sans frontières sur la liberté de la presse dans le monde.
5. Voir : « International cooperation and communication in national development », in *Communications and Change in the Developing Countries*, East-West Center Press, Honolulu, HI, 1967 ; et surtout : *The Passing of Traditional Society. Modernizing Middle East*, Free Press, Glencoe, Illinois, 1958.
6. Pour plus de développements sur ce lien, consulter son article : « Foundations and limits of freedom of the press » dans l'ouvrage collectif qu'elle a dirigé, *Democracy and the mass media. A collection of essays*, Cambridge University Press, 1990, p.102.
7. On se limitera à renvoyer ici à l'ouvrage de Wilbur Schramm (1964), *Mass Media and National Development. The Role of Information in the Developing Countries*, Stanford University Press, Stanford, California, 333 p.

## QUELQUES PISTES DE RÉFLEXION SUR LE RÔLE DES MÉDIAS...

8. Voir « Espace Public et discours politique télévisé », dans *L'espace public et l'emprise de la communication*, op.cit., p.184.
9. À ce propos, André-Jean Tudesq précise que « les médias peuvent s'apprécier comme acteurs de la vie internationale [...] dans l'influence que des événements survenus à l'étranger exercent à l'intérieur de pays. Par exemple, les images télévisées de la chute du mur de Berlin sur l'effondrement des régimes socialistes en Europe de l'Est [...] ». Voir « Introduction », dans *Les médias acteurs de la vie internationale*, sous la direction de André-Jean Tudesq, op.cit., p.17.
10. Dans *La liberté au bout des ondes. Du coup de Prague à la chute du mur de Berlin*, Belfond, Paris, 1997, p.14.
11. Idem, p.14.
12. Ibid, p.15.
13. C'est par exemple l'avis de Tristan Mattelart pour qui « la surestimation du rôle en soi de ces radios [internationales] aux émissions transfrontières a conduit, curieusement, à ignorer ce qui constitue le véritable intérêt de l'étude de la radiodiffusion vers les pays dits de l'Est, c'est-à-dire la façon dont elle a participé, de concert avec les sources d'information indépendantes de l'intérieur, à la lente, mais inéluctable, érosion du monopole des moyens de communication des régimes de type soviétique, clef de voûte de leur système de pouvoir ». Voir « Le rideau de fer au péril des radios internationales », dans *Les médias acteurs de la vie internationale*, op.cit., p.118.
14. Texte original : « Gierke had insisted on a press that served as a transmission belt from the leaders to the people about the success of the regime's programs. He had closed the official channels of communication to those who had any evidence to the contrary. He therefore had cut off opportunities to develop a dialogue with the people and persuaded himself that they were unaware that he was lying to them. », in *Poland : The Role of the Press in Political Change*, Center for Strategic and International Studies, Georgetown University, Washington D.C., 1983, pp.15-16.
15. Le journaliste roumain Ioan T. Morar, se faisant le témoin de ce phénomène dans son pays, souligne ainsi que « l'opinion publique développa un véritable système immunitaire : même si la censure contrôlait l'émission du message, elle ne pouvait pas grand chose quant à sa réception, dominée par la méfiance. La presse devint plus digeste grâce à la lecture entre les lignes, au décodage. La réalité "transfigurée" dans les laboratoires de la censure revenait, chez le lecteur avisé, à ses dimensions réelles. Les chiffres exagérés se dégonflaient, les épithètes enthousiastes tombaient, le maquillage grossier s'évanouissait... » Voir « Roumanie : la nostalgie de la censure. Court essai pimenté de témoignages de l'Absurdistan », dans *Médias et démocratie dans le monde*, textes réunis sous la direction de Florian Sauvageau (1994), Université Laval, Québec, Canada, p.5.
16. Sanford J. Ungar, *The role of a free press in strengthening democracy*, op.cit., p.370.
17. Lajmi Nouri (dir.) (1997), *Les médias africains face aux défis de la transition démocratique* (actes du colloque tenu à Montréal les 24 et 25 avril 1997), Trait d'Union Culturel, Montréal, p.14.
18. Cf. la version préliminaire de l'article « Crise, renouveau démocratique et mutations du paysage médiatique au Bénin », 31 janvier 1992, p.7.
19. Dans *L'espoir et l'illusion. Actions positives et effets pervers des médias en Afrique subsaharienne*, Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, Talence, 1998, p.90.

20. Dans *La démocratie en transit au Cameroun*, L'Harmattan, Paris, 1997, p.349.
21. Sur cette question, se reporter à Jean du Bois de Gaudusson (1992), « Trente ans d'institutions constitutionnelles et politiques. Points de repère et interrogations », dans *Afrique Contemporaine*, numéro spécial, 4<sup>e</sup> trimestre 92, pp.50-58 et à Gérard Conac, « Évolution du rôle du Parlement dans les États africains depuis l'indépendance : tentative de synthèse », dans *Parlements et Francophonie*, n°59, pp.54-61.
22. Consulter le chapitre 9 : « Le Quatrième pouvoir : les médias », dans *Le processus de démocratisation en Afrique. Le cas camerounais*, op.cit., p.202.
23. Étudier en particulier le chapitre 2 : « La presse, porte-voix et substitut de la classe politique » de son essai *Nigéria un journalisme de guérilla*, éditions Reporters sans frontières, Paris, 1996, pp.40-48.
24. C'est la conviction, par exemple, de Robert Ménard, directeur de Reporters sans frontières. Voir sa communication : « Quelques pistes de travail », dans *Presse et démocratisation en Afrique* (compte-rendu du colloque « Presse et démocratisation en Afrique », Bruxelles, 2-5 mars 1993), p.18.
25. Sur ce point, lire par exemple Zie Gariyo (1993), *The Media, Constitutionalism and Democracy in Uganda*, Working Paper n°32, CBR Publications, Kampala, p.1.
26. Pour des références plus précises sur l'importance du paysage médiatique de pays comme le Brésil ou l'Argentine par exemple, on peut consulter les données contenues dans *L'information dans le monde. 206 pays au microscope*, Observatoire de l'information, Seuil, Paris, 1989, 628 p.
27. Par médias alternatifs, on entend des organes de presse différents des médias commerciaux. Leur vocation n'est pas de réaliser des profits, mais de défendre un idéal, une politique, des intérêts, etc. : il s'agit le plus souvent de médias « engagés », de petite taille et dont l'existence dépend de l'aide financière, matérielle ou intellectuelle d'un individu, d'un groupe, d'une communauté, etc. (églises, fondations, syndicats, etc.). Sur ce concept de médias alternatifs, on renvoie le lecteur aux politologues Keyan G. Tomaselli et P. Eric Louw (1989) : « Alternative Press and Political Practice : The South African Struggle », in *Communication For and Against Democracy*, edited by Marc Raboy and Peter A. Bruck, Black Rose Books, Montréal, pp.203-220.
28. « Media in Democratic Transition », in *Media in Transition. From Totalitarianism to Democracy*, edited by Oleg Manaev and Yuri Pryliuk, Kyiv Abris, 1993, p.179.
29. « Dictatorship and Transition to Democracy : Argentina 1973-1986 », in *Media and Politics in Latin America. The Struggle for Democracy*, edited by Elisabeth Fox, SAGE Publications, London, 1988, p.116.
30. Idem, p.179.
31. Idem, p.117.
32. Sur ce point, voir Vicky Randall, « The media and democratisation in the Third World », in *Third World Quarterly*, op.cit., p.634.
33. Ibid, p.184.
34. Le politologue américain Sanford J. Ungar précise ainsi, à propos de l'expérience chilienne : « *The repressive regime of Augusto Pinochet succeeded for well over a decade in*

QUELQUES PISTES DE RÉFLEXION SUR LE RÔLE DES MÉDIAS...

*suppressing the previously independent print media ; by the time of its downfall, it had constructed a network of thirty-four laws and regulations restricting the press. Even as late as 1988, while building up to the plebiscite he conducted as a referendum on his rule, Pinochet brought thirty-one journalists to trial, most of them in military courts, on charges of "offending the armed forces". Around the time of the October 1988 plebiscite, some twenty-four Chilean and foreign journalists were physically attacked, in what appeared to be a carefully calculated strategy of assault on the media. Only after Pinochet had lost the plebiscite did the Chilean press finally begin to come back into its own » (« The role of a free press in strengthening democracy », in *Democracy and the mass media. A collection of essays*, edited by Judith Lichtenberg, Cambridge University Press, Cambridge, 1990, p.373).*

35. Le mouvement de démocratisation en Asie ne touche en effet alors que quelques rares pays (Corée du Sud et, dans une moindre mesure, et seulement pour un temps, la Chine) alors qu'en Afrique, par exemple, il est général.
36. « *There [the Philippines] the work of relatively free domestic press, along with the active involvement of the foreign media, was a crucial factor in bringing about the fall of a dictator, Ferdinand Marcos, and his replacement by a president who enjoyed popular support, Corazon Aquino »*, in *The role of a free press in strengthening democracy*, op.cit., p.386.
37. Idem, pp.386 et s.